DIAL 2603

BRÉSIL - L'évêque Tomás Balduíno, président de la CPT, et le MST réagissent aux déclarations du pape conter l'occupation des terres

dimanche 1er décembre 2002, mis en ligne par Dial

Le 26 novembre, lors de la visite « ad limina » au Vatican des évêques brésiliens de la Région Sud III et IV - visite que les évêques doivent faire au pape tous les cinq ans - Jean-Paul II a exprimé son désaccord sur des mesures telles que l'occupation des terres. Comme ces pratiques ne sont pas jugées illégitimes par la Commission pastorale de la terre (CPT, organisme émanant de la Commission des évêques brésiliens) et qu'elles sont soutenues par le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), ces deux instances ont réagi aux propos du pape. Ci-dessous, texte de la rédaction de A Tarde (État de Bahia, Brésil) en date du 27 novembre.

Hier, lors d'un entretien avec les évêques de Rio Grande do Sul et de Santa Catarina [1] en visite à Rome, le Pape Jean Paul II a condamné l'utilisation de schémas idéologiques inspirés de la lutte des classes - comme l'invasion de terres et l'occupation d'immeubles publics ou privés - pour parvenir à une société juste. Sans toutefois citer le Mouvement des sans-terre (MST), il a rappelé qu'il avait réprouvé les invasions de terres en 1991, lors de son second voyage pastoral dans le pays.

Dans son discours adressé aux évêques des Régions du Sud III et IV de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), dans lequel il a analysé la situation sociale et économique brésilienne, Jean Paul II a également mis en garde contre le risque de l'adoption de « mesures techniques extrêmes ». Parmi ces mesures, le Pape a mis en évidence « la rupture unilatérale des engagements internationaux » qui peut avoir « des conséquences bien plus graves que l'injustice qu'elle prétend résoudre ».

Après avoir encouragé la participation des laïcs catholiques à la construction d'une justice et d'une solidarité authentiques, Jean Paul II a déclaré que « dans une vraie démocratie, doit exister un espace de légalité, pour que, au lieu de recourir à la violence, des groupes de personnes puissent faire valoir des mécanismes de pression légitime afin d'accélérer la mise en œuvre si souhaitable de l'égalité et d'une justice pour tous ».

Jean Paul II a souligné que, bien qu'ils aient favorisé la croissance économique du pays, « les plans de développement du XXème siècle ne furent pas capables d'éliminer la pauvreté et la misère ni l'inégalité de la richesse et de la production qui continuent à s'accentuer ». La planification de mesures à long terme pour corriger les déséquilibres existants, a ajouté le Pape, « ne peut jamais se passer d'engagement de solidarité sur le plan institutionnel et personnel de la part de tous les Brésiliens ».

Le président de la Commission pastorale de la terre (CPT), Mgr Tomás Balduíno, a fait observer que, en parlant d'occupation de terres, le Pape ne fait pas référence aux paysans sans terre mais aux grands propriétaires terriens. « Jean Paul II a toujours prêché pour une réforme agraire, c'est pourquoi ce serait

une erreur que de penser qu'il condamne les pauvres » a déclaré l'évêque. « Ceux qui occupent les terres au Brésil, ce sont les grands, pas les petits », a insisté Tomás Balduíno en se plaignant de ce que « tout ce que le pape a dit jusqu'à maintenant sur la réforme agraire est resté sans écho. »

« Je me réjouis de voir le pape se pencher encore une fois sur cette question parce que les évêques ont l'habitude de répéter que ce n'est pas l'occupation des terres mais la réforme agraire qui résout le problème de l'inégalité et de la faim » a déclaré Mgr Angélico Bernardino, évêque de Blumenau (État de Santa Catarina) et membre de la Commission épiscopale de la pastorale au sein de la CNBB. Mgr Angélico Bernardino, qui aurait dû aller à Rome en tant que membre de la Région du Sud IV mais en a été empêché en raison d'une opération à l'œil, a déclaré que « c'est une honte pour le Brésil de rester sourd aux appels du pape en faveur de la réforme agraire alors que des millions de Brésiliens souffrent de la faim ».

Mal informé

L'opinion du pape sur les occupations de terres au Brésil a été reçue avec étonnement par la coordination nationale du Mouvement des sans-terre (MST). « Nous éprouvons beaucoup de considération et de respect pour ce que dit le pape mais il a montré qu'il était mal informé sur la réalité du pays » a déclaré hier un des coordinateurs du mouvement, João Paul Rodrigues. « S'il avait été bien informé, il aurait su que le problème des sans-terre est toujours aussi grave et même la Conférence nationale des évêques du Brésil, la CNBB, voit dans les invasions une façon d'attirer l'attention et de faire pression pour parvenir à la réforme agraire ».

Le dirigeant du MST pense que les informations sur lesquelles s'est basé le pape ont dû lui être fournies par le gouvernement. « Raul Jugmann, lorsqu'il était encore ministre, a remis au pape un rapport selon lequel tout semblait résolu. Mais il n'y a rien de vrai là-dedans ». Selon João Paul Rodrigues, le MST n'occupe pas les terres par plaisir : « c'est une des multiples formes de lutte pour attirer l'attention sur le problème. »

Le dirigeant a également commenté les déclarations du président récemment élu, Luiz Inácio Lula da Silva, selon lesquelles 80 % des paysans auxquels des terres ont été concédées après une occupation ne survivent pas sans aide de l'État. « C'est en partie la vérité. Dans aucun endroit du monde les petits agriculteurs ne survivent sans aide de l'État. Les subventions américaines sont considérables. Mais on ne doit pas comparer la petite propriété rurale avec une quelconque entreprise. Elle joue un grand rôle social. »

****

Les propos de Jean-Paul II aux évêques brésiliens contre l'occupation des terres.

« Vénérables frères, il vous appartient, en tant que hiérarchie du peuple de Dieu, de promouvoir la recherche de solutions nouvelles, remplies d'esprit chrétien. Une vision de l'économie et des problèmes sociaux dans la perspective de la doctrine sociale de l'Église conduit toujours à considérer les choses sous l'angle de la dignité de l'homme, qui dépasse le simple jeu des facteurs économiques. D'autre part, elle aide à comprendre que, pour atteindre la justice sociale, il faut aller bien au-delà de la simple application de schémas idéologiques découlant de la lutte des classes, comme par exemple l'occupation des terres, que j'ai déjà réprouvée lors de mon voyage pastoral de 1991, ou des édifices publics ou privés, ou, pour ne pas en citer d'autres, le choix de mesures techniques extrêmes qui peuvent avoir des conséquences bien plus graves que l'injustice qu'elles prétendent résoudre, comme la rupture unilatérale des engagements internationaux. Le plus important, selon la mission que le Christ a confié aux évêques, et également le plus efficace, est de stimuler toute les potentialités et la richesse du peuple de Dieu, du laïcat, de telle sorte que, dans toute la mesure du possible, règne au Brésil une justice authentique et une solidarité qui soit le fruit d'une vie chrétienne cohérente.

Dans une vraie démocratie, doit exister un espace de légalité, pour que, au lieu de recourir à la violence, des groupes de personnes puissent faire valoir des mécanismes de pression légitime afin d'accélérer la

mise en œuvre si souhaitable de l’égalité et d’une justice pour tous. »

Cité du Vatican, 26 novembre 2002.

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2603.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : A Tarde (État de Bahia, Brésil), date du 27 novembre 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] États situés au Sud du Brésil.